

1. Section I: Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

I.1) Nom et adresses

Nom officiel: Ville de Villeneuve-Loubet			Numéro national d'identification : 210 601 613 000 16
Adresse postale: Hôtel de Ville - Place de la République			
Ville: Villeneuve-Loubet	Code NUTS: FR	Code postal: 06270	Pays: France
Point(s) de contact: Direction des Affaires Juridiques – Pôle commande publique			Téléphone: +33 4.92.02.60.30
Courriel: juridique@villeneuveloubet.fr			Fax:
Adresse internet			
Adresse principale: https://www.villeneuveloubet.fr/			
Adresse du profil d'acheteur: https://www.marches-securises.fr			

I.3) Communication

<input checked="" type="checkbox"/> Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse: https://www.marches-securises.fr <input type="checkbox"/> L'accès aux documents du marché est restreint. De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse suivante: (URL)
Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues <input checked="" type="checkbox"/> le ou les point(s) de contact susmentionné(s) <input type="checkbox"/> autre adresse: (indiquer l'autre adresse)
Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées <input checked="" type="checkbox"/> par voie électronique via: https://www.marches-securises.fr <input checked="" type="checkbox"/> au(x) point(s) de contact susmentionné(s) <input type="checkbox"/> à l'adresse suivante: (indiquer l'autre adresse)
<input type="checkbox"/> La communication électronique requiert l'utilisation d'outils et de dispositifs qui ne sont pas généralement disponibles. Un accès direct non restreint et complet à ces outils et dispositifs est possible gratuitement à l'adresse:

I.4) Type de pouvoir adjudicateur (dans le cas d'un avis publié par un pouvoir adjudicateur)

- Ministère ou toute autre autorité nationale ou fédérale, y compris leurs subdivisions régionales ou locales
- Agence/office national(e) ou fédéral(e)
- Autorité régionale ou locale
- Agence/office régional(e) ou local(e)
- Organisme de droit public
- Institution/agence européenne ou organisation internationale
- Autre type:

I.5) Activité principale (dans le cas d'un avis publié par un pouvoir adjudicateur)

- Services généraux des administrations publiques
- Défense
- Ordre et sécurité publics
- Environnement
- Affaires économiques et financières
- Santé
- Logement et équipements collectifs
- Protection sociale
- Loisirs, culture et religion
- Éducation
- Autre activité: Collectivité territoriale

I.6) Activité principale (dans le cas d'un avis publié par une entité adjudicatrice)

- Production, transport et distribution de gaz et de chaleur
- Électricité
- Extraction de gaz et de pétrole
- Prospection et extraction de charbon
- Eau
- Services postaux
- Services de chemin de fer
- Services de chemin de fer urbain, de tramway, de trolleybus ou d'autobus
- Activités portuaires
- Activités aéroportuaires
- Autre activité:

II.2.5) Critères d'attribution

La concession est attribuée sur la base des

- des critères énoncés dans les documents du marché
- critères décrits ci-dessous (*les critères d'attribution devront être donnés par ordre décroissant d'importance*)

Critères:

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA: 8 000 000 Monnaie: e u r o s

II.2.7) Durée de la concession

Durée en mois: 180 mois (15 ans)

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne oui non

Identification du projet:

II.2.14) Informations complémentaires:

Les variantes sont autorisées.

3. Section III: Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) Conditions de participation

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis :

Pièce 1 : une lettre de candidature de type DC1 (ou tout équivalent incluant explicitement les déclarations sur l'honneur et autres informations dudit document), afin d'identifier le candidat (nom dénomination, adresse du siège, forme juridique).

Pièce 2 : une déclaration de candidat individuel ou de groupement de type DC2 (ou tout équivalent incluant explicitement et précisément les informations des sections C à F dudit document) ;

Pièce 3 : le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ;

Pièce 4 : un justificatif datant de moins de trois mois de l'inscription au registre du commerce (extrait Kbis) ou de l'inscription au registre du tribunal d'instance. Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.

III.1.2) Capacité économique et financière

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis:

Pièce 5 : un mémoire financier détaillé du candidat comprenant, a minima la composition du capital social, les moyens financiers, l'organisation interne de l'entreprise, les activités principales et accessoires, toute autre information jugée utile par le candidat.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s): NEANT

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis:

Pièce 6 : une attestation d'assurances responsabilité civile et professionnelle pour l'activité objet de la concession de service

Pièce 7 : un mémoire présentant ses références acquises, ses moyens matériels et humains ainsi que tout autre élément démontrant son aptitude à exécuter le présent contrat et à assurer la continuité du service.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s): Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail

III.1.5) Informations sur les concessions réservées

La concession est réservée à des ateliers protégés et à des opérateurs économiques dont l'objet est l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées ou défavorisées

L'exécution de la concession est réservée dans le cadre de programmes d'emplois protégés

III.2) Conditions liées à la concession ²

III.2.1) Information relative à la profession (*seulement pour les concessions de services*)

La prestation est réservée à une profession déterminée

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions d'exécution de la concession:

III.2.3) Informations sur le personnel responsable de l'exécution de la concession

Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel affectés à l'exécution de la concession

4. Section IV: Procédure

IV.1) Description

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics oui non

IV.2) Renseignements d'ordre administratif

IV.2.2) Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres

Date: *vendredi 04 juin 2021* Heure locale: *11h00*

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation : *Français*

5. Section VI: Renseignements complémentaires

VI.1) Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable oui non

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis:

VI.2) Informations sur les échanges électroniques

- La commande en ligne sera utilisée
 La facturation en ligne sera acceptée
 Le paiement en ligne sera utilisé

VI.3) Informations complémentaires:

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, il convient de se rendre sur <https://www.marches-securises.fr> – Mot clé : Villeneuve Loubet

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours		
Nom officiel: Tribunal administratif de Nice		
Adresse postale: 18, avenue des Fleurs		
Ville: Nice	Code postal: 06000	Pays: France
Courriel: greffe.ta-nice@juradm.fr		Téléphone: (+33) 4 89 97 86 00
Adresse internet: http://www.nice.tribunal-administratif.fr		
VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation		
Nom officiel:		
Adresse postale:		
Ville:	Code postal:	Pays:
Courriel:		Téléphone:
Adresse internet:		Fax:
VI.4.3) Introduction de recours		
Précisions concernant les délais d'introduction de recours:		
Un référé précontractuel peut être formé contre la procédure de passation de ce contrat jusqu'à sa signature, dans les conditions prévues à l'article L. 551-1 du Code de justice administrative.		
Un référé contractuel peut être formé dans les conditions prévues à l'article L. 551-13 du Code de justice administrative.		
Un recours en contestation de la validité du contrat peut être formé dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées, conformément à l'arrêt rendu le 4 avril 2014 par le Conseil d'Etat (n°358994).		
VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours		
Nom officiel: Greffe du Tribunal Administratif de Nice		
Adresse postale: 18, avenue des Fleurs		
Ville: Nice	Code postal: 06000	Pays: France
Courriel: greffe.ta-nice@juradm.fr		Téléphone: (+33) 4 89 97 86 00
Adresse internet: http://www.nice.tribunal-administratif.fr		

VI.5) Date d'envoi du présent avis: 04/05/2021